

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N°744 / mars 2023

TENDANCES CONJONCTURELLES

4^e TRIMESTRE 2022

Au quatrième trimestre 2022, le climat des affaires résiste mieux qu'attendu. Dans un environnement économique caractérisé par des tensions inflationnistes, des conditions de financement moins favorables, et la montée des incertitudes (énergétiques, géopolitiques), l'indicateur du climat des affaires (ICA), qui synthétise l'opinion des chefs d'entreprise interrogés dans l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, fléchit légèrement à 108,1 (après 110,7). Il demeure cependant au-dessus de sa moyenne de longue période (100), signe que le climat des affaires reste globalement bien orienté.

Selon les chefs d'entreprise, l'activité continue ainsi à se développer, mais à un rythme plus modeste que précédemment. Ce ralentissement devrait se prolonger début 2023, dans un contexte de modération de la consommation des ménages, de hausse significative des prix à la consommation (+3,9 % en glissement annuel à fin décembre à La Réunion) et de normalisation des conditions sur le marché de l'emploi. Les entreprises des services marchands, et dans une moindre mesure celles du secteur de la construction-BTP résistent le mieux à ce ralentissement. Les perspectives d'investissement pour les douze prochains mois restent positives.

La conjoncture économique à La Réunion

Le climat des affaires résiste mieux qu'attendu

Au quatrième trimestre 2022, le climat des affaires résiste malgré l'accumulation de difficultés pour les entrepreneurs (tensions inflationnistes, renchérissement des conditions de financement, contexte géopolitique, etc.). L'indicateur du climat des affaires recule légèrement sur le trimestre à 108,1 (après 110,7). Il demeure néanmoins au-dessus de sa moyenne de longue période (100), signe que l'activité globale reste bien orientée.

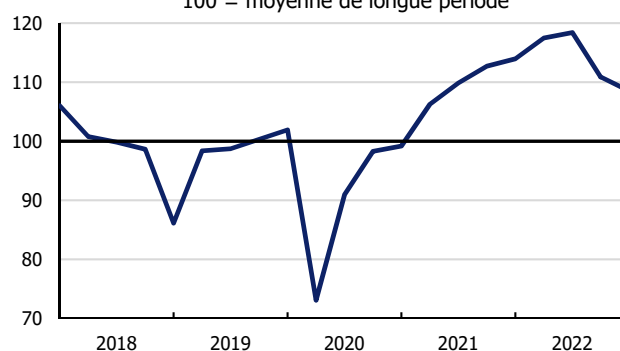
Cette légère inflexion provient autant de la composante passée de l'indice (c'est-à-dire des réponses des entrepreneurs correspondant à leurs observations sur ce trimestre), que de sa composante future (des réponses correspondant à leurs anticipations pour le trimestre à venir).

Les chefs d'entreprise s'inquiètent en particulier d'une détérioration significative de leur trésorerie au prochain trimestre. S'agissant du trimestre en cours, ils constatent que leur activité est toujours en développement, mais que son rythme a encore ralenti. Ils anticipent une activité atone au prochain trimestre.

Selon les entrepreneurs, la hausse des prix de vente continue, mais elle est moins rapide qu'au trimestre précédent.

S'agissant des effectifs, les entrepreneurs les jugent toujours en hausse au 4^e trimestre, mais à un niveau moins significatif que précédemment. Enfin, les prévisions d'investissement pour les douze prochains mois demeurent bien orientées.

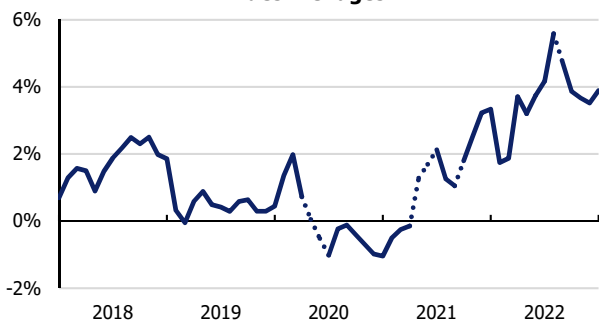
Indicateur du climat des affaires à La Réunion
100 = moyenne de longue période



Source : IEDOM, enquête de conjoncture

Légère hausse de l'inflation, qui reste inférieure à la Métropole

Indice des prix à la consommation des ménages



L'IPC de La Réunion n'est pas disponible pour les mois d'avril 2020, mai 2020 et août 2021, qui correspondent aux périodes de confinement.
Source : Insee, données mensuelles, en glissement annuel

Le cours du pétrole brut « Brent » en dollar baisse de 9,7 % au 4^e trimestre, trouve une explication dans la diminution de la prime carburant de 25 centimes à 8,33 centimes d'euros à compter du 16 novembre 2022. Par ailleurs, la hausse des prix des coûts de production se répercute sur les prix des produits manufacturés et de l'alimentation, qui augmentent respectivement de 2,7 % et 1,8 % à fin décembre 2022 en variation trimestrielle. Les prix des services restent relativement stables (+0,1 % sur le trimestre).

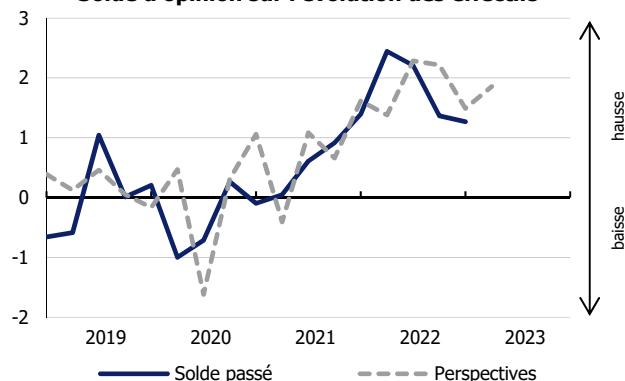
Des conditions en voie de normalisation sur le marché de l'emploi

Fin 2022, les professionnels interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture déclarent des effectifs en hausse au 4^e trimestre. Cette hausse est cependant moins forte qu'en début d'année, augurant un début de normalisation des conditions sur le marché du travail. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (catégories A) est ainsi quasi stable (-0,3 % contre -1,1 % au 3^e trimestre).

Par ailleurs, le nombre de déclarations préalables à l'embauche de plus d'un mois a baissé pour le second trimestre consécutif en fin d'année (-0,9 % au 4^e trimestre, après -4,1 %) après avoir atteint un point haut fin juin.

L'intérim demeure bien orienté, avec une hausse de 7,3 % du volume de travail temporaire (ETP) à fin décembre 2022 par rapport à décembre 2021 et +4,7 % sur le trimestre.

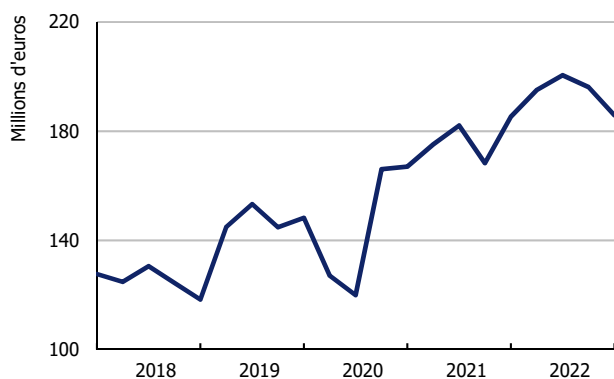
Solde d'opinion sur l'évolution des effectifs



Source : IEDOM, enquête de conjoncture

Tassement de la consommation des ménages

Importations de biens d'équipement du foyer



Sources : Douanes, CVS IEDOM

Les professionnels du commerce interrogés dans l'enquête de conjoncture rapportent une baisse d'activité au 4^e trimestre.

Les importations de biens destinés aux ménages corroborent cet infléchissement. Les importations de produits agroalimentaires baissent ainsi de 8,5 % sur le trimestre, celles de biens d'équipement du foyer de 5,2 % et celles de produits courants de 3,7 % (données CVS).

Par ailleurs, les immatriculations de véhicules de tourisme neufs stagnent au 4^e trimestre (-0,7 %), comme les montants des paiements par carte bancaire des ménages (-0,3 % par rapport au 4^e trimestre 2021¹).

Le nombre de dossiers déposés à la Commission de surendettement est en hausse de 19,2 % par rapport au 3^e trimestre 2022.

¹ Source Cartes bancaires GIE ; analyse réalisée par l'IEDOM sur un échantillon de données de paiement par carte bancaire CB agrégées et anonymisées. Ne concernent que les transactions CB (hors intrabancaires, hors opérateurs monétiques locaux installés dans les COM du Pacifique ie CSB, OSB et Banque de Tahiti).

Les prévisions d'investissement restent bien orientées

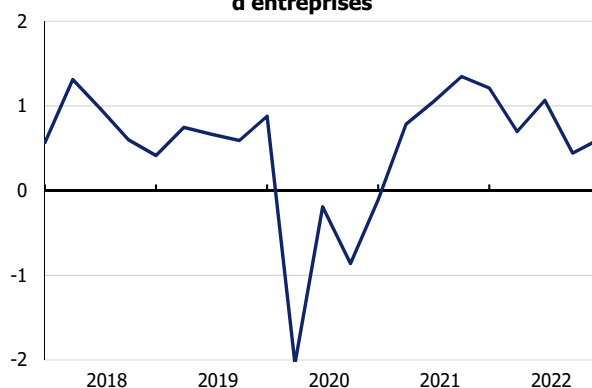
Au 4^e trimestre 2022, les perspectives d'investissement pour les douze prochains mois des chefs d'entreprise interrogés dans l'enquête de conjoncture restent bien orientées. Elles progressent marginalement sur le trimestre par rapport au 3^e trimestre.

Les importations de biens d'équipement professionnel sont stables ce trimestre (données CVS). Les importations de biens intermédiaires baissent de 9,3 %, mais se maintiennent à des niveaux élevés.

Les ventes de véhicules utilitaires rechutent : -17,1 % au 4^e trimestre, après +1,4 % au 3^e trimestre et -16,4 % au 2^e trimestre.

Les chefs d'entreprise restent relativement optimistes : seuls 5 % d'entre eux craignent un redressement ou une liquidation judiciaires. Les défaillances d'entreprise stagnent sur le trimestre alors que les créations d'entreprise conservent leur dynamisme (+7,7 %).

Prévision d'investissement des chefs d'entreprises



Source : IEDOM, enquête de conjoncture

Des exportations en forte hausse

Le ralentissement de la demande intérieure trouve sa traduction dans les importations, qui se contractent de 5,2 % au 4^e trimestre (données CVS). Les importations de produits pétroliers s'inscrivent quant à elles en hausse de 10,8 %, soutenues par un fort effet volume (+25 %).

Les exportations bondissent de 19,6 % sur le trimestre (données CVS), tirées par les exportations de produits agroalimentaires (+21,0 %).

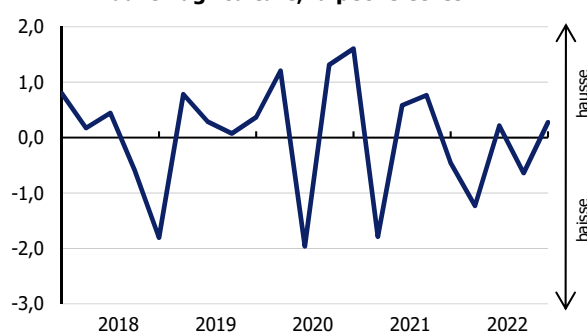
L'activité sectorielle ralentit, mais se maintient à un niveau élevé

Au 4^e trimestre 2022, l'activité est moins dynamique qu'au trimestre précédent, mais reste en amélioration pour la plupart des secteurs. Les entreprises des services marchands, et dans une moindre mesure celles du secteur de la construction-BTP résistent le mieux au ralentissement. Les entreprises restent fortement impactées par la hausse des coûts des intrants : les trois quarts signalent leur augmentation ce trimestre. Les prévisions d'investissement restent favorables dans la plupart des secteurs.

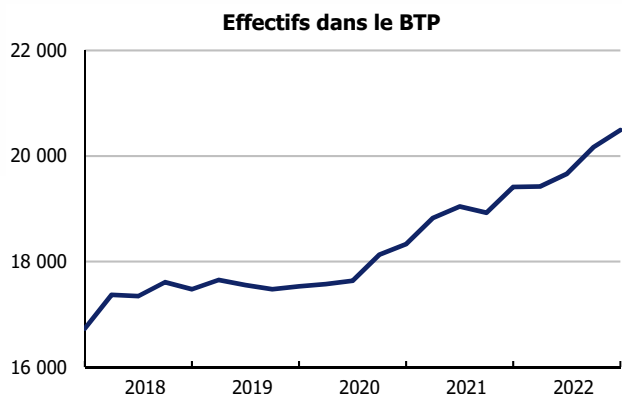
La situation semble s'améliorer pour les entreprises des secteurs de **l'agriculture, de la pêche et des industries agroalimentaires**. Les professionnels interrogés témoignent d'une activité en légère progression ce trimestre, à l'image de la filière viande dont les abattages de bovins augmentent de 9,2 % sur le trimestre (données CVS), alors que la collecte de lait progresse également de 1,9 %. Ce regain d'optimisme contribue à réorienter à la hausse leurs perspectives d'investissement à un an. Les soldes de gestion demeurent toutefois très dégradés. Les charges d'exploitation continuent à se creuser, comme la trésorerie. Par ailleurs, la quasi-totalité des entreprises interrogées déclare subir une hausse du prix de ses intrants d'environ 20 % en moyenne.

Dans le secteur des **industries manufacturières**, le solde d'opinion concernant l'activité est également légèrement positif. Toutefois, les charges d'exploitation continuent de se détériorer dans le secteur, en lien avec la hausse des prix des intrants. 83 % des entreprises de l'échantillon de l'enquête de conjoncture répercutent au moins partiellement les hausses des prix de leurs intrants dans leurs prix de vente. Les dirigeants déclarent d'ailleurs augmenter significativement leurs prix de vente au 4^e trimestre, mais moins fortement que sur la première moitié de l'année. Le secteur continue de déclarer des effectifs en hausse au 4^e trimestre, comme en prévision au 1^{er} trimestre de 2023.

Solde d'opinion sur l'évolution de l'activité dans l'agriculture, la pêche et les IAA¹



¹ Industries agroalimentaires
Source : IEDOM, enquête de conjoncture



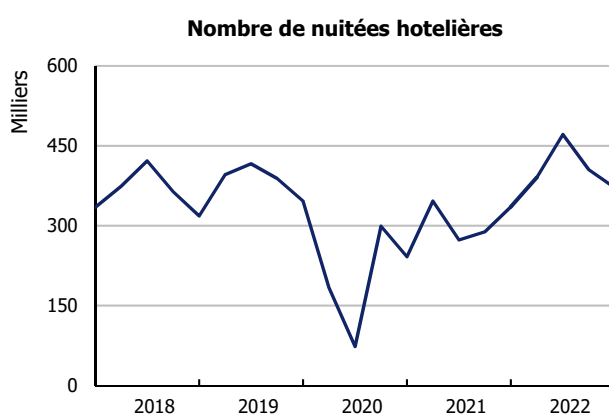
Sources: Caisse de congés payés, CVS IEDOM

Dans le secteur de la **construction**, le jugement des entrepreneurs sur le niveau de l'activité se détériore, bien qu'il reste parmi les plus élevés. Le niveau des carnets de commandes reste solide et les professionnels interrogés notent un redressement de leur trésorerie en lien avec la forte amélioration des délais de paiement au cours de l'année 2022. Les effectifs inscrits à la Caisse des congés payés du BTP s'accroissent de nouveau de 1,6 % (données CVS) au 4^e trimestre. Toutefois, 9 professionnels du secteur sur 10 déclarent subir une hausse de leurs intrants d'environ 20 % en moyenne sur l'année, creusant les charges d'exploitation.

Pour les entreprises des **services marchands**, l'activité reste toujours dynamique. Les entreprises du secteur continuent à déclarer des effectifs en hausse significative au 4^e trimestre, comme en prévision au 1^{er} trimestre de 2023. La trésorerie est en amélioration continue depuis plus de deux ans. Les chefs d'entreprise prévoient en revanche une forte hausse de leurs prix de vente au 1^{er} trimestre 2023. Leurs prévisions d'investissement à un an restent orientées à la hausse.

L'activité du secteur du **tourisme**, qui a connu un pic de croissance à mi-année, est en léger repli au 4^e trimestre selon les entreprises interrogées dans l'enquête. Le nombre de nuitées hôtelières baisse ainsi de 8,3 % sur le trimestre (données CVS). Le trafic aérien sur l'axe Réunion-Métropole suit la même tendance (-7,9 %, données CVS). Cependant ces activités restent à un niveau élevé, comparable au niveau de 2019, et témoignent encore du redressement du secteur avec la fin des mesures de freinage début 2022.

Dans le secteur du **commerce**, les professionnels sont plus pessimistes. Le solde d'opinion concernant l'activité est négatif pour la première fois depuis le 3^e trimestre 2021. Pour le deuxième trimestre consécutif, le solde d'opinion concernant le stock de produits finis est significativement positif, suggérant que la consommation des ménages est en voie de ralentissement.



Source: Insee - CVS IEDOM

La conjoncture régionale et internationale

PERSPECTIVES RÉGIONALES : FORTE INFLATION ET CROISSANCE MODÉRÉE

En **Afrique du Sud**, la Banque centrale estime que la croissance du PIB sera nulle au 4^e trimestre 2022, après un rebond de 1,6 % au trimestre précédent. Sur l'ensemble de l'année 2022, l'économie devrait croître de 2,5 %. Toutefois, les perspectives de croissance sont plutôt moroses en 2023 (+0,3 %), en raison d'une crise énergétique sans précédent (plus de 200 de délestages prévus pour 2023). La Banque centrale relève une nouvelle fois son taux directeur de 0,25 point pour l'établir à 7,25 % à janvier 2023, en raison de tensions inflationnistes persistantes (+7,2 % en décembre 2022).

À **Madagascar**, la croissance économique devrait atteindre +4,2 % en 2023 (comme en 2022) selon le Fonds monétaire international (FMI). L'inflation devrait quant à elle dépasser 10 %. Dans ce contexte difficile, le conseil d'administration du FMI a achevé la troisième revue de l'accord au titre de la facilité de crédit élargie conclu en 2021, et a approuvé le décaissement de 32,6 millions de dollars d'aide. La Banque centrale a décidé de maintenir ses taux directeurs en février 2023, mais reste attentive à l'évolution de l'inflation au cours des prochains mois.

Aux **Seychelles**, le nombre de touristes bondit de 82 % en 2022 sur un an, avec la réouverture du pays sur l'ensemble de l'année contre seulement 9 mois en 2021 (de fin mars à fin décembre 2021). Les îles accueillent ainsi plus de 330 000 touristes en 2022. L'inflation y reste élevée en fin d'année : +16,4 % à fin décembre 2022 en glissement annuel. La Banque mondiale prévoit un atterrissage de la croissance annuelle à +5,2 % en 2023, après +11,0 % en 2022.

Aux **Comores**, l'activité économique continue de souffrir du renchérissement des prix. La Banque mondiale prévoit un redressement de la croissance annuelle de +1,4 % en 2022 à +3,3 % en 2023, dans le contexte de la présidence de l'Union africaine par les Comores qui a débuté fin février.

À **Maurice**, le dynamisme de l'activité économique provient en partie de la reprise de l'activité touristique, avec 997 290 touristes accueillis en 2022 (en hausse de 178 733 par rapport à l'année précédente). Les pressions inflationnistes poussent néanmoins la Banque centrale mauricienne à augmenter rapidement son taux directeur (4,5 % en janvier contre 1,85 % fin 2021). L'inflation (prix à la consommation) a atteint 10,8 % en 2022. Les perspectives de croissance restent bonnes : selon la Banque mondiale, le PIB augmenterait de 5,5 % en 2023 après +5,8 % en 2022.

Sources : Banques centrales, institutions nationales, FMI, Banque Mondiale.

L'INFLATION PÈSE DE PLUS EN PLUS SUR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE MONDIALE

Selon les estimations publiées par le FMI en janvier 2023, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 3,4 % en 2022, soit une révision à la hausse de 0,2 point par rapport aux prévisions d'octobre. Pour 2023, le FMI anticipe une progression de l'activité mondiale de 2,9 %. Si le durcissement des conditions de financement à l'échelle mondiale et le risque d'une intensification de la guerre en Ukraine pourraient tirer l'activité économique à la baisse, la récente réouverture de la Chine et le possible déclin de l'inflation permettent d'envisager une reprise plus rapide que prévue. En effet, après avoir atteint 8,8 % en 2022, l'inflation mondiale devrait s'établir à 6,6 % en 2023 et à 4,3 % en 2024 selon les prévisions du FMI.

Aux **États-Unis**, le PIB a augmenté de 0,7 % au quatrième trimestre 2022, en rythme trimestriel, après une hausse de 0,8 % au trimestre précédent. La consommation des ménages est restée le principal moteur de la croissance économique alors que la contribution du commerce extérieur est en net repli. Sur l'ensemble de l'année 2022, le PIB a crû de 2,1 % selon le Bureau d'analyse économique américain. Si le FMI anticipe une croissance plus modérée en 2023 (+1,4 %), celle-ci a été revue à la hausse de 0,4 point par rapport aux prévisions d'octobre.

Dans la **zone euro**, l'activité a enregistré une hausse de 0,1 % au quatrième trimestre, après une augmentation de 0,3 % au troisième trimestre. Cette évolution cache des disparités entre les pays de la zone puisque l'Allemagne et l'Italie ont vu leur PIB se contracter sur la période (-0,2 et -0,1 %), à l'inverse de la France et de l'Espagne (+0,1 et +0,2 %). À fin décembre, l'inflation s'est établie à +9,2 %, contre +10,1 % un mois plus tôt. Sur l'ensemble de l'année, la croissance de la zone a atteint 3,5 % selon le FMI. En 2023, elle pourrait s'établir à 0,7 %, soit une révision à la hausse de 0,2 point par rapport aux précédentes prévisions.

En **France**, le PIB a crû de 0,1 % au quatrième trimestre selon l'Insee. La consommation des ménages s'est nettement contractée (-0,9 %) tandis que l'investissement a ralenti (+0,8 % après +2,3 % au trimestre précédent). Contrairement aux trois premiers trimestres de l'année, le commerce extérieur a contribué positivement à la croissance (+0,5 point). Cela s'explique par la baisse marquée des importations (-1,9 %) alors que les exportations ont reculé de manière plus modérée (-0,3 %). Sur l'ensemble de l'année, le PIB a augmenté de 2,6 %. La croissance devrait ralentir en 2023 pour s'établir à 0,3 % selon la Banque de France.

Au **Japon**, l'activité économique a rebondi au quatrième trimestre (+0,2 % après -0,3 %). Cette évolution s'explique par le retour des touristes étrangers après la levée totale des restrictions à l'entrée du pays en octobre, mais également par la résilience de la consommation des ménages, en hausse de 0,5 % sur le trimestre. Le PIB japonais a crû de 1,4 % sur l'ensemble de l'année 2022 et pourrait progresser de 1,8 % en 2023 selon le FMI.

Enfin, **les pays émergents et en développement** ont vu leur PIB augmenter de 3,9 % en 2022 avec d'importantes disparités entre les pays : si l'Inde a enregistré une croissance de 6,8 % sur l'année, la Chine a vu son activité progresser de 3 %, soit un rythme sensiblement identique à celui du Brésil et du Mexique (+3,1 %). La Russie a quant à elle vu son PIB reculer de 2,2 % sur l'ensemble de l'année. En 2023, le FMI table sur une croissance de 4,0 % pour ce groupe de pays.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 21 février 2023.